

Cannes 1939, un festival disparu prend corps

Le premier Festival de Cannes devait se tenir le 1^{er} septembre 1939. Sept ans de guerre en ont décidé autrement. L'historien Olivier Loubes nous livre le récit haletant de cet événement perdu.

CANNES 1939. LE FESTIVAL QUI N'A PAS EU LIEU, d'Olivier Loubes.

Éditions Armand Colin, 288 pages, 22 euros.

Nous sommes le 29 août 1939: le Festival, premier du genre, n'aura pas lieu à Cannes. Ce qui deviendra dès 1946 le plus grand événement cinématographique du monde a bel et bien existé quelques mois avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Aventure politique et culturelle qu'Olivier Loubes entreprend de « mettre au jour » et de révéler au grand public. Une reconstruction édifiée à partir d'une masse d'archives, singulièrement le fonds du Festival déposé à la Cinémathèque française par celui qui en fut jusqu'en 2015 le président, Gilles Jacob. Historien « de l'imaginaire politique » et biographe de Jean Zay, c'est par le biais de ce ministre de l'Éducation nationale, des Beaux-Arts et donc du Cinéma, assassiné par la milice en 1944, qu'Olivier Loubes a redonné corps à ce Festival.

Libertés démocratiques et libéralisme du marché

Un « lieu d'invention » dont les affiches, signées Domergue, furent recouvertes en un jour des appels à la mobilisation. Jean Zay, président de la manifestation cannoise qui devait faire pièce à la Mostra de Venise, jeune biennale italienne dans laquelle les films français rencontrent en 1937 un beau succès. Ce que n'apprécient guère Hitler et son ministre Goebbels. Le cinéma, arme de propagande, est une cible. L'année suivante, cet adepte de l'offensive culturelle, tout comme Mussolini, impose qu'au palmarès de la Mostra soient primés *les Dieux du stade* de Leni Riefenstahl. L'idée de créer un festival international contre la Mostra connaîtra autant d'aléas et d'atermoissements que la politique de l'époque, qui divise les « Munichois », partisans d'une paix possible garantie par les deux dictateurs et ceux qui, n'y croyant pas, préfèrent montrer la force des démocraties. Jean Zay est de

ceux-là. Des forces alliées viennent y concourir. Dès lors que les Italiens décident de limiter les importations de films étrangers, les Anglo-Saxons, Hollywood en tête, décident de ne plus se rendre à Venise. Libertés démocratiques et libéralisme du marché s'entrelacent.

Un ouvrage de haute voltige qui crée du désir

Au fil de chapitres d'analyses enlevées et documentées, le livre d'Olivier Loubes nous emmène aux origines de Cannes, à ceux qui contribuèrent à son acte de naissance. Jean Zay, mais aussi l'historien Philippe Erlanger qui revendiquait, peut-être à raison, la genèse du projet, Henri Gendre, propriétaire du Grand Hôtel qui voyait là une opportune manière de prolonger la saison touristique. Au grand dam de Biarritz, ville un temps pressentie. Ces acteurs initiaux sont rejoints sur la photo par le maire de Cannes Pierre Nouveau, qui accepta de prendre sa part du financement. Tous ces enjeux géopolitiques, de production artistique et de compétition économique des industries du cinéma sont retracés, ouvrant à leur tour des pistes nouvelles, certaines encore inexplorées. Créer le désir n'est pas la moindre qualité de l'ouvrage d'Olivier Loubes, chaque curiosité surgie en appelant d'autres. Le Festival avait un lieu, le Casino, transformé en salle de projection, un générique de stars prêtes à s'acheminer vers la Côte d'Azur où toutes sortes de festivités étaient programmées, un règlement qui dessina la matrice des festivals à venir, un président d'honneur en la personne de Louis Lumière qui, le 6 août, entrait en gare de Cannes. Surtout, une sélection de films était achevée. Olivier Loubes en traite avec finesse et passion, des films coloniaux français exaltant le patriotisme à la seule sélection véritablement antifasciste que livraient les Soviétiques, en passant par la fable pacifiste *la Grande Solution* d'Hugo Haas, cinéaste de Tchécoslovaquie, pays qui n'existait plus encore que pour les organisateurs de Cannes. Et *le Magicien d'Oz*... •

DOMINIQUE WIDEMANN



MONTE-CARLO, JUIN 1939. À GAUCHE DE L'APPAREIL, GEORGES HUISMAN, FUTUR PRÉSIDENT DU JURY EN 1944, LE DEUXIÈME À DROITE, LOUIS LUMIÈRE, ET SON ASSISTANT JM CROISSAC. PHOTO RUE DES ARCHIVES/AGIP